

Unité départementale de l'Aisne
Équipe 4
25 rue Albert THOMAS
02100 SAINT-QUENTIN

Lille, le 17 janvier 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ARF

22 rue Jean Messenger-BP 40137
59330 Saint-Remy-du-Nord

Références : ARFChau24-019_Rinsp
Code AIOT : 0005100154

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/12/2023 dans l'établissement ARF implanté 9 Route de Soissons ZI de la Soudière 02300 Chauny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARF
- 9 Route de Soissons ZI de la Soudière 02300 Chauny
- Code AIOT : 0005100154
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société ARF exploite un centre de traitement de déchets industriels dangereux dans la zone industrielle sud de la commune de Chauny. Les activités réalisées sur le site sont les suivantes :
- décapage par pyrolyse d'emballages métalliques souillés et d'accessoires métalliques souillés dans

- un four statique à sole mobile, d'une capacité maximale de 3 t/h ;
- incinération de déchets liquides HPC (Haut Pouvoir Calorifique) et BPC (Bas Pouvoir Calorifique) dans une enceinte de post-combustion alimentée au gaz naturel, d'une capacité maximale de 7 t/h, permettant le traitement des fumées issues du four à pyrolyse ;
 - production de vapeur à partir des gaz de combustion issus du four et de l'enceinte de post-combustion ;
 - traitement par broyage d'aérosols et traitement des fractions liquides, gazeuses et solides.

Les activités du site sont encadrées par l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2009, complété par l'arrêté du 7 février 2017, qui autorise la société DEM à procéder à des activités de transit, regroupement, traitement et incinération de déchets industriels sur la commune de Chauny.

L'établissement est globalement soumis à autorisation au titre de la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE). Il est classé « Seuil Haut » par dépassement direct des quantités mentionnées dans la nomenclature des ICPE pour le stockage de produits dangereux pour l'environnement aquatique (rubrique 4511).

La société DEM, filiale du groupe ARF, a fait l'objet d'une opération de fusion par voie d'absorption par la société ARF. Par courrier du 23 septembre 2019, la société ARF a déclaré la reprise de l'exploitation du site sis route de Soissons à Chauny avec effet rétroactif au 1er juillet 2019. Cette reprise d'exploitation a été actée par l'arrêté préfectoral du 01/06/2021.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action Régionale Sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositifs anti-intrusion	Arrêté Préfectoral du 07/02/2017, article 8.1.3	Délai de 30 jours à compter de la réception du présent rapport
8	Système de Gestion de la Sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I	Délai de 30 jours à compter de la réception du présent rapport.

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Connaissance de l'installation	Arrêté Préfectoral du 07/02/2017 article 8.6.1	Sans objet
3	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 07/02/2017, article 8.1.4	Sans objet
4	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 07/02/2017	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		article 8.1.1	
5	Système d'alerte interne	Arrêté Préfectoral du 07/02/2017, article 8.3.5.1	Sans objet
6	Système de Gestion de la Sécurité	Code de l'environnement du 05/10/2022, article L. 515-40	Sans objet
7	Système de Gestion de la Sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I	Demande n°01. Délai de 30 jours à compter de la réception du présent rapport.
9	Système de Gestion de la Sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I	Sans objet
10	Système de Gestion de la Sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I	Sans objet
11	Système de Gestion de la Sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I	Demande n°02. Pas de délai imposé mais respect de la prescription en 2024.

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est entièrement clôturé et dispose des accès tels que prescrits.

La procédure d'accès au site notamment pour les personnes étrangères à l'établissement doit être formalisée.

Le système de gestion de la sécurité est en place, le manuel SGS aborde bien les 7 items prévus par la réglementation.

Les procédures ainsi que le rôle attendu du personnel dans les situations d'urgence sont formalisés. La dernière mise à jour du plan d'opération interne (POI) du site date du 21/04/2021, le dernier exercice POI a été réalisé le 07/04/2023 mais l'attention de l'exploitant est attirée sur l'obligation réglementaire de réaliser a minima un exercice POI par an.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositifs anti-intrusion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2017, article 8.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Clôture, portail
Prescription contrôlée : L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. La clôture, d'une hauteur minimale de 2 mètres, doit être suffisamment résistante afin d'empêcher les éléments indésirables d'accéder aux installations. L'exploitant s'assure du maintien de l'intégrité physique de la clôture dans le temps et réalise les opérations d'entretien des abords régulièrement. Les accès à l'établissement sont constamment fermés ou surveillés. Seules les personnes autorisées par

l'exploitant, et selon une procédure qu'il a définie, sont admises dans l'enceinte de l'établissement.
Constats : Le site est clôturé sur la totalité de sa périphérie. Sur les limites Nord, Sud et Est, la clôture est constituée d'un grillage de 2 m de hauteur, la limite Ouest est fermée par un mur de 2 m de hauteur. L'inspection n'a pas relevé d'anomalie lors du contrôle terrain. Voir détails en annexe confidentielle.
Type de suites proposées : Susceptible de suites – Délai de 30 jours à compter de la réception du présent rapport

N° 2 : Connaissance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2017, article 8.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Connaissance de l'installation
Prescription contrôlée : L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.
Constats : L'organigramme du site figurant au manuel SGS définit les différentes fonctions présentes dans l'établissement et les noms du personnel associé. Voir détails en annexe confidentielle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2017, article 8.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Accès secours
Prescription contrôlée : [...]Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux effets d'un phénomène dangereux, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site pour les moyens d'intervention. Ces accès doivent permettre aux engins de secours d'intervenir sous au moins 2 angles différents.
Constats : L'accès au site est possible via trois portails, deux sont situés sur la clôture Est du site dont un représentant l'accès principal, le troisième est implanté sur la clôture Ouest du site et permet un accès direct depuis la route de Soissons et aux services d'incendie et de secours d'attaquer sous

deux angles différents.
Voir détails en annexe confidentielle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2017, article 8.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés. L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux décrit précédemment à l'article 7.1.1 seront tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.
Constats : Le plan des zones à risques existe, il porte la référence DOC/CHA/HSE/14 et sa dernière mise à jour date du 21/11/2023. Il a présenté l'état des stocks associé, fichier "Stock hebdomadaire V4 - CHAUNY".
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Système d'alerte interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2017, article 8.3.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Système d'alerte interne
Prescription contrôlée : Le système d'alerte interne et ses différents scénarii sont définis dans un dossier d'alerte. Un réseau d'alerte interne à l'établissement collecte sans délai les alertes émises par le personnel à partir des postes fixes et mobiles, les alarmes de danger significatives, les données météorologiques disponibles si elles exercent une influence prépondérante, ainsi que toute information nécessaire à la compréhension et à la gestion de l'alerte. Les postes fixes permettant de donner l'alerte sont répartis sur l'ensemble du site de telle manière qu'en aucun cas la distance à parcourir pour atteindre un poste à partir d'une installation ne dépasse cent mètres. Un ou plusieurs moyens de communication interne (lignes téléphoniques, réseaux, etc.) sont réservés exclusivement à la gestion de l'alerte. Une liaison spécialisée est prévue avec le centre de secours retenu au P.O.I..
Constats : Le dossier d'alerte est disponible au POI.

Voir détails en annexe confidentielle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Système de Gestion de la Sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 05/10/2022, article L. 515-40
Thème(s) : Risques accidentels, Organisation de la sécurité
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un système de gestion de la sécurité. Ce système de gestion de la sécurité est proportionné aux dangers liés aux accidents majeurs et à la complexité de l'organisation ou des activités de l'établissement.
Constats : Le système de gestion de la sécurité est en place sur le site. Le document de base appelé "Manuel de Gestion de la Sécurité " aborde les 7 items du SGS pour lesquels les documents associés sont référencés. La version en vigueur est la version 4 datant du 13/06/2022, toutefois, l'exploitant précise qu'une révision est en cours.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Système de Gestion de la Sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Organisation – formation
Prescription contrôlée : Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrites, ainsi que les mesures prises pour sensibiliser à la démarche de progrès continu.
Constats : Le personnel ARF est associé à la prévention et au traitement des accidents majeurs. Voir détails en annexe confidentielle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Système de Gestion de la Sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I

Thème(s) : Risques accidentels, Organisation – formation
Prescription contrôlée : Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.
Constats : L'exploitant explique que le personnel suit différentes formations en matière de prévention et de gestion des accidents. Voir détails en annexe confidentielle.
Type de suites proposées : Susceptible de suites – Délai de 30 jours à compter de la réception du présent rapport

N° 9 : Système de Gestion de la Sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Organisation – formation
Prescription contrôlée : Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.
Constats : L'intervention des sous-traitants est encadrée par l'établissement d'un plan de prévention (annuel ou ponctuel) complété par une autorisation de travaux signée le jour de l'intervention et préalablement à celle-ci. Les risques liés à l'installation sont rappelés sur l'autorisation de travaux. Le relais des informations consignées dans le plan de prévention et sur l'autorisation de travaux au personnel de la société sous-traitante incombe au responsable de celle-ci, cette mention figure sur les deux documents précités. L'exploitant indique que le personnel des entreprises sous-traitante n'a qu'une seule consigne à respecter en cas d'alerte, celle de rejoindre le point de rassemblement, cette disposition figure dans le plan de prévention.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Système de Gestion de la Sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des situations d'urgence
Prescription contrôlée : En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence.
Constats : Le POI comporte des schémas d'alerte pour la gestion des situations d'urgence (incendie, épandage et nuage toxique, explosion) qui renvoient sur des fiches réflexes et des fiches missions.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Système de Gestion de la Sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des situations d'urgence
Prescription contrôlée : Ces procédures font l'objet : <ul style="list-style-type: none">- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
Constats : Le dernier exercice POI s'est déroulé le 7 avril 2023 et le précédent le 22/11/2021. La périodicité des exercices POI fixée au 8.3.5.2 de l'APC de 2017 à a minima 1 fois/an n'a pas été respectée. Par ailleurs, l'inspection des installations classées n'est pas informée de ces exercices tel que cela est exigé à l'article 8.3.5.2 de l'APC de 2017 : "L'IIC et le SDIS sont informés à l'avance de la date retenue pour chaque exercice." L'exploitant met en avant qu'il a mis en place des Tests des Situations d'Urgence (TSU), qu'il réalise en interne une fois par an. Ils ont vocation à vérifier que le personnel sait ce qu'il doit faire dans ces situations. Demande n°02 : L'exploitant s'attachera à respecter la périodicité des exercices POI et informera l'inspection des installations classées ainsi que le SDIS à l'avance de la date retenue pour chaque exercice POI.
Type de suites proposées : Sans suite